

représentation paritaire des deux nations principales (et des minorités) dans les institutions politiques<sup>42</sup>. La Tchécoslovaquie démocratique, il est vrai, est née des ruines d'un Empire qui avait tenté (à un degré limité) un certain nombre d'expériences pseudo-fédérales, unanimement réprouvées par les tenants de l'idée nationale tchèque<sup>43</sup>. En réalité, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie ne deviennent des fédérations qu'avec la prise du pouvoir par les communistes et leur accession au statut de démocraties populaires au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ici encore, il convient de distinguer le cas yougoslave (où les communistes accèdent au pouvoir immédiatement après la guerre) et le cas tchécoslovaque, où ces derniers ne s'emparent du pouvoir qu'en 1948<sup>44</sup> et où le caractère fédéral de l'État n'est véritablement renforcé qu'après 1968. Pour résumer, dans ces trois États, *l'adoption d'un cadre fédéral coïncide avec l'emprise du socialisme d'État et de l'idéologie marxiste-léniniste*, l'URSS constituant – au moins pour un temps – le modèle de référence dans tous les domaines.

L'instauration d'un cadre fédéral dans ces États intervient donc dans des contextes historiques particuliers (les après-guerres). Le fédéralisme relève à chaque fois de nécessités stratégiques spécifiques. Il s'agit, pour le pouvoir soviétique, de réprimer toute revendication nationale dans l'ancien Empire russe puis, deux décennies plus tard, en Europe centrale et orientale. Mais il serait profondément inexact de ne voir partout que la main de Moscou qui appliquerait partout et uniformément la même tactique du *divide et impera*. En effet, la mise en place d'États fédéraux n'est pas l'unique réponse des communistes aux problèmes nationaux, loin s'en faut : à preuve l'échec, en 1948, de la Fédération balkanique souhaitée par Tito et Dimitrov<sup>45</sup>, à preuve l'impossibilité d'apporter une réponse satisfaisante au problème de la minorité hongroise en Roumanie sous la forme de l'instauration d'un degré de fédéralisme dans ce pays<sup>46</sup>. Les fédérations yougoslave et tchécoslovaque (comme, finalement, la formation de l'URSS) sont des réponses locales à des situations locales héritées de la guerre et des rapports de force forgés au cours de cette période. Si elle donne son accord à la mise en place de ces fédérations, l'URSS ne favorise pas pour autant la création d'autres entités fédérales en Europe centrale et orientale. Elle s'y montre au contraire extrêmement défavorable et pousse au renforcement des États-nations. Dans l'immédiate après-guerre, la Pologne et la Tchécoslovaquie évacuent les Allemands *manu militari* vivant sur leur

42. B. MICHEL, *Nations et nationalismes en Europe centrale*, Paris, Aubier, 1995 ; cf. également C. MACARTNEY, *National States and National Minorities*, Oxford, Oxford University Press, 1934 ; R.W. SETON WATSON, *A History of the Czechs and Slovaks*, Londres, 1943.

43. F. FEJTO et E. KULESZA-MIETKOWSKI, *La fin des démocraties populaires*, Paris, Éd. du Seuil, 1996.

44. F. FEJTO, *Histoire des démocraties populaires*, Paris, Éd. du Seuil, 1969.

45. S. CLUSSOLD, *A Short History of Yugoslavia*, Cambridge University Press, 1966 ; cf. également H. CARRERE d'ENCAUSSE, *Le Grand Frère : l'Union soviétique et l'Europe soviétisée*, Paris, Flammarion, 1983.

46. H. SETON WATSON, *Nationalism and Communism: Essays 1946-1963*, New York, Praeger, 1964 ; cf. également R.L. WOLFF, *The Balkan in Our Time*, Cambridge, Harvard University Press, 1958.